

**Avenant de prorogation de la
convention de création du groupement d'intérêt scientifique (GIS)
« Moyen-Orient et mondes musulmans »**

Entre

Le **Centre national de la recherche scientifique**, établissement public à caractère scientifique et technologique, dont le siège se situe 3 rue Michel Ange, 75794 Paris Cedex 16, représenté par Monsieur Alain FUCHS, son Président,

ci-après désigné « CNRS »,

Et

L'**Institut national des langues et civilisations orientales**, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège se situe 65 rue des Grands Moulins, 75013 Paris, représenté par Madame Manuelle FRANCK, sa Présidente,

ci-après désigné « INALCO »,

Et

L'**Ecole des hautes études en sciences sociales**, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège se situe 54 boulevard Raspail, 75006 Paris, représentée par Monsieur Pierre-Cyrille HAUTCOEUR, son Président,

ci-après désignée « EHESS »,

Et

L'**Université d'Aix-Marseille**, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège se situe Jardin du Pharo, 58 boulevard Charles Livon, 13284 Marseille Cedex 07, représentée par Monsieur Yvon BERLAND, son Président,

ci-après désignée « AMU »,

Et

L'**Université Sorbonne-Nouvelle**, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège se situe 17 rue de la Sorbonne, 75230 Paris cedex 05, représentée par Monsieur Carle BONAFOUS-MURAT, son Président,

ci-après désignée « Université Paris III »,

Et

L'**Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne**, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège se situe 12 place du Panthéon, 75231 Paris cedex 05, représentée par Monsieur Georges HADDAD, son Président,

ci-après désignée « Université Paris I »,

Et

L'Université Paris-Sorbonne, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège se situe 1 rue Victor Cousin, 75230 PARIS cedex 05, représentée par Monsieur Barthélémy JOBERT, son Président,

ci-après désignée « Université Paris IV »,

Et

L'Université Paris-Nanterre, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège se situe 200 avenue de la République, 92001 Nanterre, représentée par Monsieur Jean-François BALAUDE, son Président,

ci-après désignée « Université Paris X »,

Et

L'Université Lumière Lyon 2, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège se situe 86 rue Pasteur, 69365 LYON cedex 07, représentée par Madame Nathalie DOMPNIER, sa Présidente,

ci-après désignée « Université Lyon II »,

Et

L'Université Lyon 3 Jean Moulin, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège se situe 1 rue de l'Université, BP 0638 69239 LYON Cedex 02, représentée par Monsieur Jacques COMBY, son Président,

ci-après désignée « Université Lyon III »,

Et

L'Ecole normale supérieure de Lyon, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège se situe 15 parvis René Descartes, BP 7000, 69342 LYON cedex 07, représentée par Monsieur Jean-François PINTON, son Président,

ci-après désignée « ENS Lyon »,

Et

L'Ecole pratique des hautes études, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège se situe à Les Patios Saint-Jacques, 4-14 rue Ferrus, 75014 PARIS, représentée par Monsieur Hubert BOST, son Président,

ci-après désignée « EPHE »,

Et

L'Institut national de l'histoire de l'art, établissement public scientifique, culturel et professionnel, dont le siège se situe 2 rue Vivienne, 75002 Paris, représenté par Monsieur Eric DE CHASSEY, son Directeur général,

ci-après désigné « INHA »,

Et

L'Institut d'Etudes politique d'Aix-en-Provence, établissement public à caractère administratif, dont le siège se situe 25 rue Gaston de Saporta, 13625 AIX-EN-PROVENCE cedex 1, représenté par Monsieur Rostane MEHDI, son Directeur,

ci-après désignée « IEP Aix-en-Provence »,

Et

L'Institut d'Etudes politiques de Lyon, établissement public à caractère administratif, dont le siège se situe 14 avenue Berthelot, 69365 LYON Cedex 07, représenté par Monsieur Renaud PAYRE, son Directeur,

ci-après désigné « IEP Lyon »,

Et

L'Institut d'Etudes politiques de Grenoble, établissement public à caractère administratif, dont le siège se situe 1030 avenue centrale, Domaine Universitaire, 38400 SAINT-MARTIN-D'HERES, représenté par Monsieur Jean-Charles FROMENT, son Directeur,

ci-après désigné « IEP Grenoble »,

Et

L'Institut d'Etudes politiques de Paris, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège social se situe 27, rue Saint Guillaume, 75337 PARIS Cedex 07, représenté par Monsieur Frédéric MION, son Directeur,

ci-après désigné « IEP de Paris »,

Et

L'Institut de Recherche pour le Développement, établissement public à caractère scientifique et technologique, dont le siège se situe 44, boulevard de Dunkerque, CS 90009, 13572 Marseille cedex 02, représenté par Monsieur Jean-Paul MOATTI, son Président-directeur général,

ci-après désigné « IRD »,

Et

Le **Collège de France**, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège se situe 11 place Marcelin Berthelot, 75005 PARIS, représenté par Monsieur Alain PROCHIANTZ, son Administrateur,

ci-après désigné le « Collège de France »,

Et

L'Université Paris Diderot - Paris 7, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège social se situe 5 rue Thomas Mann, 75013 Paris, représentée par Madame Christine CLERICI, sa Présidente,

ci-après désignée « Université Paris 7 »,

Et

L'Université François Rabelais de Tours, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège se situe 60 rue du Plat d'Etain, 37020 Tours cedex 1, représentée par Monsieur Philippe VENDRIX, son Président,

ci-après désignée l'« Université de Tours »,

Et

L'Université de Strasbourg, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège se situe 4 rue Blaise Pascal, CS 90032, 67081 Strasbourg cedex, représentée par Monsieur Michel DENEKEN, son Président,

Et

L'Université Bordeaux Montaigne, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège se situe Domaine Universitaire F33607 Pessac Cedex, représentée par Madame Hélène VASCO-GRACIET, sa Présidente,

Ci-après désignés individuellement « Partie » et « Parties », conjointement,

Le CNRS et l'EHESS agissant tant en leur nom propre qu'au nom et pour le compte de :

- l'unité mixte de recherche n°8216, « Centre d'Etudes en Sciences sociales du Religieux » (CESOR) ;
- l'unité mixte de recherche n°8564, « Centre d'Etudes de l'Inde et de l'Asie du Sud » (CEIAS) ;
- l'unité mixte de recherche n°8170, « Centre Asie du Sud-Est » (CASE) ;
- l'unité mixte de service n°2000, « Institut d'étude de l'Islam et des sociétés du monde musulman » (IISMM) ;

L'Université Paris III agissant tant en son nom propre qu'au nom et pour le compte de l'équipe d'accueil n°1734 « Centre des Etudes arabes et orientales » (CEAO) ;

L'INALCO agissant tant en son nom propre qu'au nom et pour le compte de :

- l'équipe d'accueil n°4124, « Centre d'Etudes et de Recherche sur les Littératures et les Oralités » (CERLOM) ;
- l'équipe d'accueil n°4091, « Centre de Recherche Moyen-Orient Méditerranée » (CERMOM) ;

L'EHESS, le Collège de France et le CNRS agissant tant en leur nom propre qu'au nom et pour le compte de l'unité mixte de recherche n°8032, « Centre d'Etudes turques, ottomanes, balkaniques et centre-asiatiques » (CETOBAC) ;

L'IEP Aix-en-Provence agissant tant en son nom propre qu'au nom et pour le compte de l'équipe d'accueil n°4261 « Croyance, Histoire, Espace, Régulation politique et administrative » (CHERPA) ;

L'Université Lyon II, l'EHESS, l'ENS Lyon, l'Université Lyon III et le CNRS agissant tant en leur nom propre qu'au nom et pour le compte de l'unité mixte de recherche n°5648, « Histoire et Archéologie des Mondes chrétiens et musulmans médiévaux » (CIHAM) ;

Le CNRS et l'EPHE agissant tant en leur nom propre qu'au nom et pour le compte de l'unité mixte de recherche n°8582, « Groupe Sociétés, Religions, Laïcités » (GSRL) ;

Le CNRS, l'EPHE, l'Université Paris I, l'EHESS, l'IRD et AMU agissant tant en leur nom propre qu'au nom et pour le compte de l'unité mixte de recherche n°8171, « Institut des Mondes africains » (IMAF) ;

Le CNRS et AMU agissant tant en leur nom propre qu'au nom et pour le compte de :

- l'unité mixte de recherche n°7307, « Institut d'ethnologie méditerranéenne, européenne et comparative » (IDEMEC) ;
- l'unité mixte de recherche n°7310, « Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman » (IREMAM) ;

Le CNRS et l'IEP Grenoble agissant tant en leur nom qu'au nom et pour le compte de l'unité mixte de recherche n°5194 « Politiques publiques, Action politique, Territoires » (PACTE) ;

Le CNRS, l'Université Paris I, AMU, l'EPHE et l'EHESS agissant tant en leur nom propre qu'au nom et pour le compte de l'unité mixte de recherche n°8171, « Institut des Mondes africains » (IMAF) ;

Le CNRS et l'INHA agissant tant en leur nom qu'au nom et pour le compte de l'unité de service et de recherche n°3103, « L'information visuelle et textuelle en histoire de l'art : nouveaux terrains, corpus, outils » (In visu) ;

Le CNRS agissant tant en son nom propre qu'au nom et pour le compte de l'unité propre de recherche n°841, « Institut de Recherche et d'Histoire des Textes » (IRHT) ;

L'Université Lyon II, l'ENS Lyon, l'Université Lyon III, et le CNRS agissant tant en leur nom propre qu'au nom et pour le compte de l'unité mixte de recherche n°5190, « Laboratoire de Recherche Historique Rhône-Alpes » (LARHRA) ;

Le CNRS, l'EPHE et l'Université Paris IV agissant tant en leur nom propre qu'au nom et pour le compte de l'unité mixte de recherche n°8584 « Laboratoire d'Etudes sur les Monothéismes » (LEM) ;

Le CNRS et l'Université Paris X agissant tant en leur nom propre qu'au nom et pour le compte de l'unité mixte de recherche n°7186 « Laboratoire d'Ethnologie et de Sociologie comparative » (LESC) ;

Le CNRS et l'IEP Paris agissant tant en leur nom propre qu'au nom et pour le compte l'unité mixte de recherche n°7050, « Centre d'étude de relations internationales », (CERI) ;

L'Université Paris I et l'IRD agissant tant en leur nom propre qu'au nom et pour le compte de l'unité mixte de recherche n°201 « Développement et sociétés » ;

L'Université Paris III, l'EPHE, l'INALCO et le CNRS agissant tant en leur nom et pour le compte de l'unité mixte de recherche n°7528, « Mondes iranien et indien » ;

L'Université Paris IV, l'Université Paris I, le CNRS, le Collège de France et l'EPHE agissant tant en leur nom propre que pour le compte de l'unité mixte de recherche n°8167, « Orient et Méditerranée, textes – archéologie – histoire » ;

L'IRD agissant tant en son nom propre que pour le compte de l'unité mixte de recherche n°196, « Centre Population et développement » ;

L'IRD, l'INALCO et l'Université Paris VII agissant tant en leur nom propre qu'au nom et pour le compte de l'unité mixte de recherche n°245, « Centre d'étude en sciences sociales sur les mondes africain, américain et asiatique » (CESSMA) ;

L'Université de Tours et le CNRS agissant tant en leur nom propre qu'au nom et pour le compte de l'unité mixte de recherche n°7324, « Cités, Territoires, Environnement et Sociétés » (CITERES) ;

Le CNRS, l'ENS Lyon, et l'IEP Lyon agissant tant en leur nom propre qu'au nom et pour le compte de l'unité mixte de recherche n°5206, « Triangle : Action, Discours, Pensée politique et économique » ;

Le CNRS, le Collège de France et l'EHESS agissant tant en leur nom propre qu'au nom et pour le compte de l'unité mixte de recherche n°7130, « Laboratoire d'Athropologie sociale » (LAS) ;

Le CNRS agissant tant en son nom propre qu'au nom et pour le compte de :

- l'unité de service et de recherche n°3123, « Centre d'Etudes et de Documentation juridique, économique et sociale » (CEDEJ) ;
- l'unité de service et de recherche n°3141, « Centre français d'Archéologie et de Sciences sociales » (CEFAS) ;
- l'unité de service et de recherche n°3136, « Centre Jacques Berque pour les Etudes en Sciences humaines et sociales » (CESHS) ;
- l'unité de service et de recherche n°3131, « Institut français d'Etudes anatoliennes - Georges Dumézil » (IFEA) ;
- l'unité de service et de recherche n°3140, « Institut français d'Etudes sur l'Asie centrale » (IFEAC) ;
- l'unité de service et de recherche n°3135, « Institut français du Proche-Orient » (IFPO) ;
- L'unité de service et de recherche n°3139, « Institut français de Recherche en Iran » (IFRI) ;
- l'unité de service et de recherche n°3077, « Institut de Recherche sur le Maghreb contemporain » (IRMC) ;

Le CNRS, l'EHESS et l'Université Paris I agissant tant en leur nom propre qu'au nom et pour le compte de l'unité mixte de recherche n°8209, « Centre européen de Sociologie et de Science politique de la Sorbonne » (CESSP) ;

L'Université de Strasbourg agissant tant en son nom propre qu'au nom et pour le compte de :

- l'équipe d'accueil n°3400, « Arts, civilisations et histoire de l'Europe » (ARCHE) ;
- l'équipe d'accueil n°1340, « Groupe d'Études Orientales, Slaves et Néo-helléniques » (GEO) ;

Le CNRS et l'Université de Strasbourg agissant tant en leur nom propre qu'au nom et pour le compte de :

- l'unité mixte de recherche n°7044, « Archéologie et histoire ancienne – Méditerranée et Europe » (ARCHIMEDE)
- l'unité mixte de recherche n°7367, « Dynamiques européennes » (DYNAME) ;
- l'unité mixte de recherche n°7354, « Droit, religion, entreprise et société » (DRES) ;

L'Université Bordeaux Montaigne agissant tant en son nom propre qu'au nom et pour le compte de :

- l'équipe d'accueil n°4195, « Textes, Littératures : Écritures et Modèles » (TELEM) ;
- l'équipe d'accueil n°4593, « Cultures, Littératures, Arts, Représentations, Esthétiques » (CLARE) ;

Vu la convention de création du GIS Moyen-Orient et mondes musulmans signée par les Parties en date du 7 février 2014, ci-après désignée la « Convention » ;

Considérant que les bouleversements récents au Moyen-Orient et au Maghreb, et leurs répercussions en Europe, ont révélé l'urgence, pour la recherche française sur cette aire, héritière d'une longue tradition, de renforcer les structures existantes et d'y insuffler, le cas échéant, un esprit nouveau, en encourageant de nouvelles perspectives de recherche qui correspondent à la demande sociale et aux besoins de formation ; que le GIS « Moyen-Orient et mondes musulmans » a démontré, au cours de sa première période d'activité (2013-2016), l'intérêt de fédérer les recherches et de mettre en réseau les équipes travaillant sur ce vaste champ, entendu dans son sens le plus large ; que, dans le titre du GIS, l'appellation « mondes musulmans » ne signifie pas que l'islam serait la référence ultime des sociétés du Moyen-Orient, ou que le référent identitaire religieux y serait la clé explicative de tout phénomène ; que cette expression se réfère ici à une histoire et à une culture communes, développées autour d'un noyau central, un vaste Moyen-Orient qui va du Maroc à l'Inde, en passant par l'Asie centrale ; que celles-ci connaissent aujourd'hui des résonnances mondiales, imposant un cadre d'appréhension largement transnational, à même d'articuler davantage local et global, une analyse d'une région particulière et une compréhension comparative plus large d'un phénomène ou d'une période, enfin de promouvoir des travaux à l'interface de plusieurs espaces ;

Considérant que, par l'établissement d'un Livre blanc des études françaises sur le Moyen-Orient et les mondes musulmans en 2014, l'organisation d'un premier Congrès en 2015 et d'un Forum en 2016 (« Enseigner les mondes musulmans »), l'organisation de plusieurs prix de thèse en 2016 et l'appui apporté aux associations de doctorants, le financement de projets de recherche transversaux et inter-équipes, le soutien au renouvellement des ressources documentaires, en particulier dans le cadre des bibliothèques spécialisées, la mise en œuvre d'un dialogue franc et constructif avec les pouvoirs publics, dans le contexte des événements dramatiques qui ont marqué la société française en 2015 et 2016, et des conflits qui continuent de déchirer le Moyen-Orient, le GIS a mené un ensemble d'actions concrètes qui ont largement contribué à mieux structurer la communauté scientifique au niveau national, à favoriser la diffusion de ses travaux et à en améliorer la visibilité, à réagir face au risque de non-renouvellement de l'encadrement de la recherche pour un nombre grandissant de ces espaces (notamment le Maghreb, l'Iran, les mondes turcs) et pour des spécialités (telles que l'islamologie ou l'histoire moderne et contemporaine) ;

Considérant que ce sont ces actions qu'il convient de consolider et d'amplifier en confirmant le GIS « Moyen-Orient et mondes musulmans » dans son rôle de plate-forme d'échanges et d'élaboration de projets novateurs ;

Les Parties conviennent de ce qui suit :

Article 1 – Objet

Le présent avenant vise à proroger la Convention et à modifier certaines de ses stipulations. Il prend effet rétroactivement à compter du 1^{er} janvier 2017.

Le présent avenant vise également à formaliser l'adhésion au GIS des établissements suivants :

- l'Université de Strasbourg ;
- l'Université de Tours ;
- l'Université Bordeaux Montaigne.

Cette adhésion prend effet à compter du 1^{er} janvier 2017.

Les établissements précités déclarent expressément adhérer aux stipulations de la Convention modifiée par le présent avenant.

Article 2 – Autres modifications

L'article 1.1 de la Convention est modifié comme suit :

« Il est créé entre les Parties un Groupement d'Intérêt Scientifique (GIS) intitulé : « Moyen-Orient et mondes musulmans » pour une durée de quatre (4) ans à compter du 1^{er} janvier 2013 puis prolongé pour une période de cinq (5) ans à compter du 1^{er} janvier 2017. Son objet, à compter de cette dernière date, est constitué des axes suivants :

- *Décloisonner les divisions et les subdivisions héritées de l'époque coloniale et post-coloniale entre « l'Occident » et « l'Orient musulman », entre Maghreb et Proche-Orient, ou entre monde turc et monde iranien ;*
- *Permettre à des thèmes de recherche communs d'être abordés à la fois par des historiens et des spécialistes du contemporain ;*
- *Favoriser la pluridisciplinarité par la collaboration entre spécialistes des sciences humaines et sociales (anthropologie, archéologie et histoire de l'art, droit, économie, géographie, histoire, linguistique, littérature, philosophie, sociologie, science politique, sciences religieuses) ;*
- *Veiller au renouvellement de l'encadrement de la recherche sur certains espaces et certaines spécialités actuellement délaissés (Maghreb, Iran, mondes turcs, islamologie, histoire religieuse) ;*
- *Répondre aux défis posés par les bouleversements en cours au Maghreb et au Moyen-Orient en encourageant les recherches sur les formes actuelles de mobilisations et d'expressions de la société civile et les processus politiques (sociologie électorale notamment).*

Des missions concrètes seront mises au point par le GIS :

- *Proposer un état des lieux de la recherche française sur le Moyen-Orient et les mondes musulmans régulièrement actualisé ; contribuer à faire mieux connaître, au niveau national et international, cette recherche et à faire valoir auprès des pouvoirs publics ses apports ; animer un espace de discussion et de débat, institutionnel et scientifique, entre équipes membres du GIS sur cette recherche ;*
- *Contribuer à l'organisation biennale d'un Congrès des études françaises sur le Moyen-Orient et les mondes musulmans et, en alternance, de forums thématiques afin d'encourager le dialogue entre recherche, pouvoirs publics et société civile ; encourager la valorisation de la recherche en améliorant les relations avec les médias, les associations, le monde de la culture et des arts ;*
- *Soutenir la formation doctorale sur le Moyen-Orient et les mondes musulmans ; organiser l'attribution annuelle de prix de thèse, généraux et thématiques, en collaboration avec l'Institut d'études de l'Islam et des sociétés du monde musulman (unité mixte de service du CNRS et de l'EHESS) et toute autre institution intéressée ; organiser, par délégation de l'Institut des Sciences humaines et sociales du CNRS à partir de 2017, l'attribution du prix Michel Seurat ;*
- *Encourager la mise en place de programmes transversaux inter-équipes et la réponse collective aux appels d'offres ANR ou européens ;*
- *Développer et valoriser les ressources documentaires de la recherche sur le Moyen-Orient et les mondes musulmans (repérage des fonds, soutien à l'archivage scientifique de la recherche contemporaine, développement des humanités numériques appliquées aux ressources documentaires en langues non-occidentales) ;*
- *Développer les relations avec les unités mixtes des instituts français de recherche à l'étranger (UMIFRE) telles que l'IFPO, l'IFEA, l'IFEAC, l'IFRI, le CEDEJ, le CEFAS,*

Centre Jacques Berque et l'IRMC, et entre celles-ci, afin de mettre en réseau les recherches conduites à l'étranger et en France ;

- *Favoriser la circulation « Nord-Sud » et « Sud-Nord » pour mieux accueillir les chercheurs des zones sur lesquelles le GIS travaille ; centraliser les informations sur les possibilités de formation linguistique et disciplinaire des étudiants, et sur les aides au séjour de terrain*

Le deuxième alinéa de l'article 1.3.1 de la Convention est modifié comme suit :

« D'autres établissements peuvent adhérer au GIS. Leur adhésion est soumise à une décision unanime du Comité Directeur ci-après défini. Toute nouvelle adhésion fera l'objet d'un avenant à la présente convention, signé par l'établissement adhérent, d'une part, et par le CNRS, d'autre part, auquel les Parties donnent mandat à cet effet. Cet avenant est conforme au modèle figurant en annexe 5 à la présente convention ».

Le modèle d'avenant portant adhésion d'un établissement au GIS est joint en annexe 1 au présent avenant.

Le troisième alinéa de l'article 1.3.1 de la Convention est modifié comme suit :

« L'activité du GIS est assurée par les laboratoires de recherche ou les structures dont la liste est jointe en annexe 1 à la présente convention. Cette liste peut être modifiée par le Comité Directeur du GIS, après avis des Parties, dès lors que la modification qui est apportée, s'il s'agit d'un ajout, n'implique pas l'adhésion de.s (l')établissement.s agissant pour le compte desdit.e.s laboratoires ou structures au GIS ».

L'annexe 1 à la Convention est remplacée par l'annexe 2 au présent avenant.

Le quatrième alinéa de l'article 1.3.1 de la Convention est supprimé ainsi que l'annexe 2 à la Convention.

Le deuxième alinéa de l'article 2.1.1 de la Convention est modifié comme suit :

« Le Comité Directeur élit en son sein son Président/sa Présidente à la majorité simple des membres présents ou représentés, pour un mandat d'une durée de trente (30) mois, renouvelable une fois. Le Président/la Présidente, une fois élu.e, cesse de représenter la Partie qui l'a désigné.e pour la représenter au Comité Directeur. Celle-ci désigne alors un autre représentant au Comité, selon ses règles propres ».

Le deuxième alinéa de l'article 2.2.1 de la Convention est modifié comme suit :

« Ces membres ont un mandat de cinq (5) ans ».

Le premier alinéa de l'article 2.3.1 de la Convention est modifié comme suit :

« Le Directeur/la Directrice du GIS est désigné.e d'un commun accord par les Parties, pour la durée de la présente convention, sauf démission. En cas de démission, son/sa remplaçant.e est nommé.e pour la durée de la convention restant à courir, sans excéder une durée de cinq (5) ans. Son mandat peut toutefois être renouvelé une fois. »

Le deuxième alinéa de l'article 2.3.1 de la Convention est modifié comme suit :

« Le Directeur/La Directrice du GIS peut être assisté.e de plusieurs directeurs.trices adjoint.e.s. Leur mandat peut être renouvelé une fois. »

Un troisième alinéa est inséré à l'article 2.3.1, rédigé comme suit :

« Un bureau, constitué du.de la secrétaire général.e du GIS, du.de la responsable de la coopération internationale du GIS et de chercheurs membres du Conseil Scientifique du GIS, chargés de missions particulières (représentation en régions, liens avec les jeunes chercheurs, organisation de rencontres, etc.) les assiste. »

Le quatrième alinéa de l'article 2.3.1 est modifié comme suit :

« La direction du GIS, à compter du 1er janvier 2017, est assurée par Monsieur Eric VALLET, Maître de conférences à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. La direction adjointe du GIS, à compter de la même date, est assurée conjointement par Madame Mercedes VOLAIT, Directrice de recherche au CNRS, et par Madame ELISE MASSICARD, Chargée de recherche au CNRS ».

L'annexe 4 à la Convention est supprimée.

Le premier alinéa de l'article 3.1 de la Convention est modifié comme suit :

« Les ressources du GIS sont constituées par des moyens en nature (personnels, locaux, équipement, etc.) et/ou des moyens financiers que chacune des Parties décide d'allouer au GIS. La liste des moyens financiers apportés par les Parties figure en annexe 3 à la présente convention. Ces montants sont modifiables par le Comité Directeur ».

L'annexe 3 à la Convention est remplacée par l'annexe 3 au présent avenant.

Le deuxième alinéa de l'article 3.1 de la Convention est modifié comme suit :

« Des financements complémentaires peuvent être recherchés auprès de tiers. Les contrats ou conventions conclus à cet effet sont signés par le CNRS, mandaté à cet effet par les autres Parties, au nom et pour le compte de celles-ci. Le CNRS transmet une copie des contrats signés aux autres Parties ».

L'article 3.2.1. est modifié comme suit :

« Les Parties gèrent directement les moyens propres, humains ou matériels, qu'elle mobilise pour les besoins du GIS ».

Le premier alinéa de l'article 3.2.2 de la Convention est modifié comme suit :

« Les Parties mettent annuellement des moyens financiers en commun, à la disposition du GIS, en vue de financer des dépenses ou actions communes, pour la durée du GIS, sous réserve de l'exercice du droit de retrait prévu à l'article 8.1 de la présente convention, et selon les modalités ci-après. Par exception au principe qui précède, les Parties conviennent que l'EHESS ne met aucun financement à la disposition du GIS pour la durée de celui-ci, en contrepartie de l'hébergement du GIS dans ses locaux. »

Il est ajouté un quatrième alinéa à l'article 3.2.2 de la Convention, formulé comme suit :

« Les moyens listés en annexe 3 à la présente convention sont mentionnés hors taxes. Ils sont néanmoins facturés par l'établissement gestionnaire aux Parties, dus et payés par celles-ci toutes taxes comprises. Le taux de TVA applicable est celui en vigueur à la date de facturation ».

L'article 3.4 de la Convention est modifié comme suit :

« La domiciliation du GIS est fixée, à compter du 1^{er} janvier 2017, à l'Institut d'études de l'Islam et des sociétés du monde musulman (IISMM), unité mixte de service n°2000 du CNRS et de l'EHESS, située dans les locaux de l'EHESS au 10 rue Monsieur le Prince, 75006 Paris ».

Le premier alinéa de l'article 5.2 de la Convention est modifié comme suit :

« Les Résultats issus du GIS sont réputés être la copropriété à parts égales des Parties ayant participé à leur obtention. Les éventuelles demandes de brevet en découlant sont déposées aux noms conjoints des Parties copropriétaires. Il est précisé que lorsque les Résultats issus du GIS ont été obtenus par une Partie au sein d'une structure mixte de recherche de type « UMR », les Parties tutelles de ladite structure feront leur affaire de la répartition entre elles de la quote-part de copropriété qui leur est attribuée suivant les accords conclus entre elles ».

Le deuxième alinéa de l'article 5.2 est modifié comme suit :

« Un règlement de copropriété est établi entre les Parties copropriétaires, en matière de protection et d'exploitation de ces Résultats, d'une part, de répartition des redevances, d'autre part. Ce règlement fixe, en particulier, les quotes-parts de copropriété des Résultats, conformément à l'article 5.1 de la présente convention, et des retours financiers correspondants en cas d'exploitation. Le règlement désigne également l'une des Parties pour assurer la maîtrise d'œuvre de la gestion des droits de propriété et des contrats d'exploitation (ci-après désigné le « Mandataire unique »), pour le compte commun. »

Le troisième alinéa de l'article 5.2 de la Convention est modifié comme suit :

« Le Mandataire unique est désigné en application du Décret n°2014-1518 relatif au mode de désignation et aux missions du mandataire prévu à l'article L533-1 du Code de la recherche et ses missions sont celles fixées par ce décret. »

Le premier alinéa de l'article 7 est modifié comme suit :

« La présente est conclue pour une durée initiale de quatre (4) ans, puis prorogée jusqu'au 31 décembre 2021 ».

Le premier alinéa de l'article 8.1 est modifié comme suit :

« Une Partie peut se retirer du GIS à la fin de chaque exercice, avec un préavis de six (6) mois dûment notifié à l'établissement gestionnaire du GIS (qui en informe les autres Parties) par lettre recommandée avec avis de réception. L'exercice de cette faculté de retrait par une Partie ne la dispense pas de remplir les obligations qu'elle a contractées jusqu'à la date de prise d'effet du retrait ».

L'article 8.3 est modifié comme suit :

« La présente convention échoit de plein droit par l'arrivée du terme de sa durée contractuelle. Préalablement, sa résiliation peut être décidée à l'unanimité des membres du Comité Directeur convoqués sur un ordre du jour précisant que la résiliation est demandée ».

Fait à Paris, le 4 octobre 2017, en vingt-trois (23) exemplaires.

Avenant de prorogation de la convention de création du GIS Moyen-Orient et mondes musulmans

Pour le CNRS,
Monsieur Alain FUCHS,
Président

Signature :

Avenant de prorogation de la convention de création du GIS Moyen-Orient et mondes musulmans

Pour l'INALCO,
Madame Manuelle FRANCK,
Présidente

Signature :

Avenant de prorogation de la convention de création du GIS Moyen-Orient et mondes musulmans

Pour l'Université d'Aix-Marseille,
Monsieur Yvon BERLAND,
Président

Signature :

Avenant de prorogation de la convention de création du GIS Moyen-Orient et mondes musulmans

Pour l'Université Sorbonne Nouvelle,
Monsieur Carle BONAFOUS-MURAT,
Président

Signature :

Avenant de prorogation de la convention de création du GIS Moyen-Orient et mondes musulmans

Pour l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne,
Monsieur Georges HADDAD,
Président

Signature :

Avenant de prorogation de la convention de création du GIS Moyen-Orient et mondes musulmans

Pour l'Université Paris-Sorbonne,
Monsieur Barthélémy JOBERT,
Président

Signature :

Avenant de prorogation de la convention de création du GIS Moyen-Orient et mondes musulmans

Pour l'Université Paris VII
Madame Christine CLERICI
Présidente

Signature :

Avenant de prorogation de la convention de création du GIS Moyen-Orient et mondes musulmans

Pour l'Université Paris-Nanterre,
Monsieur Jean-François BALAUDE,
Président

Signature :

Avenant de prorogation de la convention de création du GIS Moyen-Orient et mondes musulmans

Pour l'Université Lumière Lyon 2,
Madame Nathalie DOMPNIER,
Présidente

Signature :

Avenant de prorogation de la convention de création du GIS Moyen-Orient et mondes musulmans

Pour l'Université Lyon 3 Jean Moulin,
Monsieur Jacques COMBY,
Président

Signature :

Avenant de prorogation de la convention de création du GIS Moyen-Orient et mondes musulmans

Pour l'ENS Lyon,
Monsieur Jean-François PINTON,
Président

Signature :

Avenant de prorogation de la convention de création du GIS Moyen-Orient et mondes musulmans

Pour l'EHESS,
Monsieur Pierre-Cyrille HAUTCOEUR,
Président

Signature :

Avenant de prorogation de la convention de création du GIS Moyen-Orient et mondes musulmans

Pour l'EPHE,
Monsieur Hubert BOST,
Président

Signature :

Avenant de prorogation de la convention de création du GIS Moyen-Orient et mondes musulmans

Pour l'INHA,
Monsieur Eric DE CHASSEY,
Directeur général

Signature :

Avenant de prorogation de la convention de création du GIS Moyen-Orient et mondes musulmans

Pour l'Institut d'Etudes politiques d'Aix-en-Provence,
Monsieur Rostane MEHDI,
Directeur

Signature :

Avenant de prorogation de la convention de création du GIS Moyen-Orient et mondes musulmans

Pour l'Institut d'Etudes politiques de Lyon,
Monsieur Renaud PAYRE,
Directeur

Signature :

Avenant de prorogation de la convention de création du GIS Moyen-Orient et mondes musulmans

Pour l'Institut d'Etudes politiques de Grenoble,
Monsieur Jean-Charles FROMENT,
Directeur

Signature :

Avenant de prorogation de la convention de création du GIS Moyen-Orient et mondes musulmans

Pour le Collège de France,
Monsieur Alain PROCHIANTZ,
Administrateur

Signature :

Avenant de prorogation de la convention de création du GIS Moyen-Orient et mondes musulmans

Pour l'Université François Rabelais de Tours,
Monsieur Philippe VENDRIX,
Président

Signature :

Avenant de prorogation de la convention de création du GIS Moyen-Orient et mondes musulmans

Pour l'Université de Strasbourg,
Monsieur Michel DENEKEN,
Président

Signature :

Avenant de prorogation de la convention de création du GIS Moyen-Orient et mondes musulmans

Pour l'Université Bordeaux Montaigne,
Madame Hélène VASCO-GRACIET,
Présidente

Signature :

Avenant de prorogation de la convention de création du GIS Moyen-Orient et mondes musulmans

Pour l'IRD
Monsieur Jean-Paul MOATTI
Président Directeur-Général

Signature

Avenant de prorogation de la convention de création du GIS Moyen-Orient et mondes musulmans

Pour l'IEP Paris
Monsieur Frédéric MION
Directeur

Signature :

Annexe 1 au présent avenant

ANNEXE 5

MODELE D'AVENANT A LA PRESENTE CONVENTION PORTANT ADHESION AU GIS

<p align="center">Avenant XXX à la convention de création du GIS « Moyen-Orient et mondes musulmans »</p>
--

ENTRE

Le Centre national de la recherche scientifique, établissement public à caractère scientifique, et technologique, dont le siège est situé 3 rue Michel-Ange, 75794 PARIS cedex 16, représenté par son président, Monsieur Alain FUCHS,

ci-après désignée « CNRS »,

ET

XXX (dénomination sociale), (statut), dont le siège est situé XXX (adresse du siège social), représenté par XXX (prénom et nom du représentant habilité),

ci-après désignée « XXX »,

ci-après désignés la « Partie », individuellement, ou les « Parties », conjointement,

Vu la convention de création du groupement d'intérêt scientifique (GIS) « Moyen-Orient et mondes musulmans » conclue le 7 février 2014, ci-après désignée la « Convention », et, notamment, les stipulations de son article 1.3.1, en vertu desquelles les parties à la Convention donnent mandat au CNRS aux fins de conclure tout avenant à celle-ci portant adhésion d'un établissement au GIS ;

Vu l'avenant visant à proroger la Convention conclu le

Les Parties conviennent de ce qui suit :

Article I - Objet

Le présent avenant vise à formaliser l'adhésion de XXX au GIS Moyen-Orient et mondes musulmans.

XXX déclare expressément adhérer aux stipulations de la Convention modifiée.

Article II – Prise d'effet

Le présent avenant prend effet à compter du (proposition : 1^{er} janvier suivant l'approbation, par le comité directeur du GIS, de l'adhésion de XXX au GIS, si le CD intervient en fin d'année).

Article III – Divers

Les stipulations de la Convention modifiée demeurent applicables et de plein effet.

Fait en deux (2) exemplaires originaux, à Paris, le XX/XX/XXXX

Pour le CNRS :

Monsieur Alain FUCHS
Président

Pour XXX

Monsieur/Madame
(Titre)

Annexe 2 au présent avenant**ANNEXE 1****LISTE DES LABORATOIRES DE RECHERCHE ET DES STRUCTURES****PARTICIPANT AUX ACTIVITES DU GIS AU 1^{er} janvier 2017**

-
- EA3400, « Arts, civilisations et histoire de l'Europe » (ARCHE) > tutelle : Université de Strasbourg ;
 - UMR7044, « Archéologie et histoire ancienne – Méditerranée Europe » (ARCHIMEDE) > cotutelle : CNRS ; Université de Strasbourg ;
 - UMR8170, « Centre Asie du Sud-Est » (CASE) > cotutelles : CNRS, EHESS ;
 - UMR8564, « Centre d'Etudes de l'Inde et de l'Asie du Sud (CEIAS) > cotutelles : CNRS, EHESS ;
 - UMR8216, « Centre d'Etudes en Sciences sociales du Religieux » (CESOR) > cotutelles : CNRS, EHESS ;
 - EA1734, « Centre des Etudes arabes et orientales » (CEAO) > tutelle : Université Paris III ;
 - UMR196, « Centre Population et Développement » (CEPED) > tutelle : IRD
 - UMR7050, « Centre d'étude de relations internationales » (CERI) > tutelle : CNRS, IEP Paris
 - EA 4124, « Centre d'Etudes et de Recherche sur les Littératures et les Oralités » (CERLOM) > tutelle : INALCO ;
 - EA4091, « Centre de Recherche Moyen-Orient Méditerranée » (CERMOM) > tutelle : INALCO ;
 - UMR245, « Centre d'étude en sciences sociales sur les mondes africain, américain et asiatique » (CESSMA) > tutelle : INALCO ; IRD ; Paris 7 ;
 - UMR8209, « Centre européen de Sociologie et de Science politique de la Sorbonne » (CESSP) > cotutelles : CNRS, EHESS et Université Paris I ;
 - UMR8032, « Centre d'études turques, ottomanes, balkaniques et centre-asiatiques » (CETOBAC) > cotutelles : CNRS, EHESS et Collège de France ;
 - EA 4261, « Croyance, Histoire, Espace, Régulation politique et administrative » (CHERPA) > IEP Aix-en-Provence ;
 - UMR5648, « Histoire et Archéologie des Mondes chrétiens et musulmans médiévaux » (CIHAM) > cotutelles : CNRS, ENS Lyon, Université Lyon II, UAPV, EHESS, Université Lyon III ;
 - UMR7324, « Cités, Territoires, Environnement et Sociétés » (CITERES) > cotutelles : CNRS et Université de Tours ;
 - EA4593, « Cultures, Littératures, Arts, Représentations, Esthétiques » (CLARE) > tutelle : Université Bordeaux Montaigne.
 - UMR 201, « Développement et sociétés » > tutelles : IRD, Paris 1 ;
 - UMR7354, « Droit, religion, entreprise et société » (DRES) > cotutelles : CNRS et Université de Strasbourg ;
 - UMR7367, « Dynamiques européennes » (DYNAME) > cotutelles : CNRS et Université de Strasbourg ;

- EA1340, « Groupe d'Études Orientales, Slaves et Néo-helléniques » (GEO) > tutelle : Université de Strasbourg ;
- UMR8582, « Groupe Sociétés, Religions, Laïcités » (GSRL) > cotutelles : CNRS, EPHE ;
- UMR7307, « Institut d'ethnologie méditerranéenne, européenne et comparative » (IDEMEC) > cotutelles : CNRS, AMU ;
- UMR8171, « Institut des Mondes africains » (IMAf) > cotutelles : CNRS, Université Paris I, IRD, AMU, EPHE et EHESS ;
- UMS2000, « Institut d'étude de l'Islam et des sociétés du monde musulman », (IISMM) > cotutelles : EHESS, CNRS
- USR3103, « L'information visuelle et textuelle en histoire de l'art : nouveaux terrains, corpus, outils » (In visu) > cotutelles : CNRS, INHA ;
- UMR7310, « Institut de Recherches et d'Etudes sur le Monde arabe et musulman » (IREMAM) > cotutelles : CNRS, AMU ; partenaire : IEP Aix-en-Provence ;
- UPR841, « Institut de recherche et d'histoire des textes » (IRHT) > tutelle : CNRS ;
- UMR5190, « Laboratoire de Recherche Historique Rhône-Alpes » (LARHRA) > cotutelles : CNRS, ENS Lyon, Université Lyon II, Université Lyon III, UGA ;
- UMR7130, « Laboratoire d'Anthropologie sociale » (LAS) > cotutelles : CNRS, EHESS et Collège de France ;
- UMR8584, « Laboratoire d'Etudes sur les Monothéismes » (LEM) > cotutelles : CNRS, EPHE, Université Paris IV ;
- UMR7186, « Laboratoire d'Ethnologie et de Sociologie comparative » (LESC) > cotutelles : CNRS et Université Paris X ;
- UMR7528, « Mondes iranien et indien » > cotutelles : CNRS, Université Paris III, INALCO et EPHE ;
- UMR8167, « Orient et Méditerranée, textes – archéologie - histoire » > cotutelles : CNRS, Université Paris IV, Université Paris I, Collège de France et EPHE ;
- UMR 5194, « Politiques publiques, Actions politiques, Territoires » (PACTE) > cotutelles : CNRS, UGA et IEP Grenoble ;
- EA4195, « Textes, Littératures : Écritures et Modèles » (TELEM) > tutelle : Université Bordeaux Montaigne ;
- UMR5206, « Triangle : Action, Discours, Pensée politique et économique (TRIANGLE) > cotutelles : CNRS, ENS Lyon, Université de Saint-Etienne et IEP Lyon ;
- USR3123, « Centre d'Etudes et de Documentation juridique, économique et sociale » (CEDEJ) > tutelle : CNRS ;
- USR3141, « Centre français d'Archéologie et de Sciences sociales » (CEFAS) > tutelle : CNRS ;
- USR3136, « Centre Jacques Berque pour les études en sciences humaines et sociales » (CESHS) > tutelle : CNRS ;
- USR3131, « Institut français d'Etudes anatoliennes - Georges Dumézil » (IFEA) > tutelle : CNRS ;
- USR3140, « Institut français d'Etudes sur l'Asie centrale » (IFEAC) > tutelle : CNRS ;
- USR3135, « Institut français du Proche-Orient » (IFPO) > tutelle : CNRS ;
- USR3139, « Institut français de Recherche en Iran » (IFRI) > tutelle : CNRS ;
- USR3077, « Institut de Recherche sur le Maghreb contemporain » (IRMC) > tutelle : CNRS ;

Annexe 3 au présent avenant**ANNEXE 3****MOYENS MIS A DISPOSITION PAR LES PARTIES**

Les moyens mis à disposition par les Parties dans le cadre du GIS sont, pour la durée de la convention, les suivants :

1. Moyens financiers (montant annuel) :

- CNRS :	20 000 € 6000 € (prix Michel Seurat)
- INALCO :	2 000 €
- AMU et IEP Aix :	3 000 €
- Université Paris III :	3 000 €
- Université Paris I :	3 000 €
- Université Paris IV :	1 000 €
- Université Paris VII	2 000 €
- Université Paris X :	1 500 €
- Université Lyon II :	1 000 €
- Université Lyon III :	1 000 €
- ENS Lyon :	1 000 €
- EHESS :	0 €
- EPHE :	2 000 €
- INHA :	1 000 €
- IEP Lyon :	1 000 €
- IEP Grenoble :	1 000 €
- IEP Paris	1 000 €
- IRD	2 000 €
- Collège de France :	1 000 €
- Université de Tours :	1 000 €
- Université de Strasbourg :	3000 €
- Université Bordeaux Montaigne :	1000 €

2. Moyens en personnel

Le CNRS met à la disposition du GIS un personnel ingénieur pour la durée de la présente convention. Cet ingénieur est affecté à l'unité gestionnaire du GIS, désignée à l'article 3.4 de la présente convention, à des fins d'aide au pilotage du GIS.

3. Hébergement

L'EHESS met à la disposition du GIS l'hébergement nécessaire à son fonctionnement courant dans la mesure où le GIS est domicilié à l'Institut d'études de l'Islam et des sociétés du monde musulman, ce dernier étant situé dans des locaux dont l'EHESS est propriétaire.